

30 octobre 2015 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur l'Union européenne face à la question des réfugiés, à Paris le 30 octobre 2015.

Bonjour,

Je voulais recevoir aujourd'hui le Chancelier autrichien Werner FAYMANN d'abord parce que c'est un ami, ensuite parce que je sais ce que l'Autriche éprouve dans cette période avec un afflux de réfugiés qui ne se dément pas, qui ne se réduit pas, et avec une population autrichienne qui fait autant qu'elle peut pour assurer dans le respect et dans la dignité l'accueil de ces populations, souvent en transit vers l'Allemagne.

Cette question des réfugiés nous concerne tous, même si en France - et je ne cesse de le rappeler - nous ne connaissons pas ces mouvements de population avec cette intensité - nous ne sommes pas sans nous aussi en avoir l'observation et en assurer l'accueil - mais je voulais que nous puissions rappeler ici les politiques que nous avons définies ensemble et qui doivent maintenant s'appliquer au plan européen et au plan international.

Au plan européen, c'est de faire en sorte que nous puissions limiter l'afflux vers l'Europe et gérer de manière ordonnée les arrivées quand je dis « ordonner », cela veut dire être capable d'assurer l'asile à celles et ceux qui peuvent en avoir le droit et raccompagner les populations qui ne se situent pas dans ce cadre. Cela veut donc dire ne pas ériger de murs ou de barrières à l'intérieur de l'Europe, mais tout simplement assurer la frontière extérieure avec un corps de gardes-frontières européens, c'est que nous avons proposé et c'est une idée qui fait son chemin au sein de la Commission, mais également pouvoir avoir ces centres « hotspots » qui puissent être de réels centres d'accueil, d'enregistrement, de répartition et de réadmission pour les populations qui ne peuvent pas justifier du droit d'asile.

Nous devons aussi assurer dans l'urgence l'ouverture de places d'accueil dans les pays qui sont les plus exposés et c'est ce qui a été décidé dimanche avec les pays des Balkans : 100 000 places d'accueil dont 50 000 en Grèce et le déploiement également de policiers en Slovénie.

Nous devons également avoir avec les pays en dehors de l'Union européenne. Je pense à la Turquie : une véritable politique de soutien, d'aide, de manière à ce que la Turquie puisse d'une part répondre à l'obligation qui est contrôler sa frontière, d'autre part, accueillir des réfugiés ou tout simplement retenir ceux qui sont déjà installés, et ce sont les aides qui ont été prévues et également les dispositions qui devront encore être renforcées, et nous sommes prêts à continuer cette discussion avec la Turquie pour en trouver le dénouement le plus rapidement possible.

Et puis, il y a ce que nous devons faire avec le Liban, avec la Jordanie, pour que les agences des Nations unies puissent être soutenues autant qu'il est nécessaire. La France, d'ailleurs, consacra cent millions d'euros pour aider les pays concernés.

Enfin, il y a ce que nous avons à faire avec les pays africains parce qu'il y a aussi des réfugiés qui viennent d'Afrique, également des migrants qui peuvent être tentés de venir en Europe pour accéder à de meilleures conditions de vie et ce sera le sens de la conférence de La Valette qui va se tenir lors du mois de novembre.

Enfin, si nous voulons tarir le flux de réfugiés, il faut régler la question de la Syrie. Il va se tenir justement à Vienne vendredi une réunion très importante puisqu'il y aura l'ensemble des pays concernés, des pays mobilisés, il y aura les parties prenantes de la région et la France y prendra sa part avec la volonté d'associer justement tous les pays pour trouver une solution durable et réaliste. Réaliste, cela veut dire que Bachar EL-ASSAD ne peut pas être l'avenir de la Syrie et nous le savons. En même temps, nous devons avoir une discussion qui mobilise l'ensemble des pays concernés pour assurer cette transition politique, ce qui va se discuter à Vienne et vous savez que la France n'a exclu aucun pays et je pense notamment à l'Iran. Cela a toujours été notre position depuis le départ. Et nous n'avons donc eu aucune réserve par rapport à cette invitation.

Nous devons aussi faire en sorte que les pays du Golfe, que la Turquie, puissent également être là avec - je ne vais pas les rappeler tous - les Etats-Unis et la Russie pour que nous puissions avoir la mobilisation de tous car de cette solution syrienne dépendra aussi l'avenir de la question des réfugiés.